

SYNTHESE DE LA NOTE DE CONJONCTURE DU GABON A FIN DECEMBRE 2010

La croissance *mondiale* s'est établie en 2010 à 5%, contre -0,6% l'année précédente, matérialisant ainsi les efforts de la communauté internationale à consolider les acquis de l'année 2010, dans un contexte de fragilité des marchés, de ralentissement du volume du commerce international, de politiques budgétaires et monétaires relativement restrictives. Les tensions inflationnistes sont demeurées faibles.

Les risques baissiers, bien que de nature variable dans les différentes zones économiques restent présents et sont dans les pays avancés consécutifs aux aléas sur la dette souveraine en zone Euro, au niveau de la demande dans ces pays, à l'évolution du marché du travail et à l'impact des mesures de consolidation budgétaires.

La croissance économique *africaine au sud du Sahara* a fortement rebondi. De l'ordre de +5% en 2010, elle devrait rester forte se situant à (5,9%) en 2011. Pour les pays exportateurs de pétrole, la croissance est essentiellement tirée par le renforcement des prix du pétrole ; tandis que pour les autres, elle est induite par une forte demande de matières premières non pétrolières.

Dans les pays de la *CEMAC* les projections macroéconomiques demeureraient globalement favorables en 2010, avec notamment : *i*) une croissance du PIB réel projetée autour de 4 % ; *ii*) un redressement de l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons qui ressortirait à 6,7 % du PIB (au lieu d'un déficit de 0,6 % du PIB l'année précédente); et *iii*) une réduction sensible du déficit du compte extérieur courant qui reviendrait à 2,1 % du PIB (au lieu de 7,7 % du PIB un an auparavant).

Toutefois, les pays de la Sous-région demeureraient confrontés à de nombreux défis identifiés et liés essentiellement à : (i) l'éroitesse de la base productive et des exportations, (ii) la persistance des déficits énergétiques, (iii) ainsi qu'au faible développement et au manque de profondeur du système financier, (iv) à la faiblesse de la demande intérieure. Les tensions inflationnistes s'estomperaient quelque peu, se situant en fin d'année autour de 2,1 %, contre 4,3 % en 2009.

Concernant **l'évolution de l'économie nationale**, les cours des principales matières d'exportation se sont renforcés, notamment ceux du pétrole, du manganèse et du caoutchouc. Les ventes à l'extérieur de bois débités se sont accrues, à la faveur de la reprise de l'activité économique dans la plupart des pays importateurs (Chine et Pays Bas), mais aussi du moratoire des autorités nationales, avant la mise en application du décret fixant les nouvelles conditions d'exploitation de cette filière.

La progression du Produit Intérieur Brut a été de 6,3% en 2010 selon le cadre macroéconomique de la programmation monétaire initiale de la BEAC, les indicateurs sectoriels de la plupart des branches d'activités se sont affermis et consolidés au cours de l'année 2010, en liaison avec le nouveau programme de développement de l'économie gabonaise, matérialisé entre autres par un accroissement significatif de l'investissement, et par la reprise, bien que timide de l'économie mondiale, dont le Gabon bénéficie par l'importance de son commerce extérieur.

L'inflation annuelle en constante baisse, a été en 2010 de 1,5%. Cependant des pressions importantes de la demande interne sur l'offre disponible sont susceptibles de dégrader cet indice qui devra en tout état de cause être contenu dans la norme de 3%, en 2011.

Dans le **secteur primaire**, la production pétrolière a enregistré une légère hausse + 9,9% à 12,431 millions de tonnes contre 11,310 millions en 2009. Cette performance tient en partie à la mise en production du champ Koula, dans la province de la Ngounié. Le prix moyen de cession officiel des bruts gabonais a terminé l'année 2010 à 77 dollars américain.

La production cumulée de minerai et d'agglomérés de **manganèse** a atteint 3,200 millions de tonnes, soit une progression de 60,7%, la plus importante des produits d'exportation, eu égard au tonnage de l'année 2009 et des performances des autres secteurs. Les exportations ont augmenté de 49,2% à 3,203 millions de tonnes contre 2,146 millions de tonnes à fin décembre 2009. Cette embellie est consécutive à la bonne conjoncture mondiale des cours des minéraux et au relèvement des prix du minerai et des alliages de manganèse. Le chiffre d'affaires a plus que doublé, + 156,5% à 457,815 milliards de FCFA contre 178,433 milliards de FCFA à fin décembre 2009.

L'évolution de l'activité du secteur forestier gabonais est le reflet de la nouvelle politique forestière du Gouvernement dont l'objectif est la transformation locale du bois. la production des grumes est en baisse à fin 2010 alors que celle de placage est en légère hausse.

Pour ce qui est des filières **cacao, café, élevage, pêche, culture vivrières**, ces secteurs sont en pleine restructuration avec le soutien du Japon dans l'élevage des silures ou encore le programme spécial pour la sécurité alimentaire portant sur les cultures vivrières, notamment le riz.

Le **secteur secondaire** s'est caractérisé par de bonnes performances réalisées dans le caoutchouc, l'agro-alimentaire, le raffinage, l'industrie du bois, l'énergie et l'eau ainsi que le bâtiment et les travaux publics. Les évolutions sectorielles significatives ont été :

La production de **caoutchouc** humide a progressé de 15% à 38 967 tonnes. Celle de caoutchouc granulé s'est accrue de 9,6% à 19 559 tonnes, en raison de l'acquisition d'une deuxième ligne de transformation de fond de tasse. Soutenu par la bonne tenue des cours du caoutchouc sur le marché international (2,55 millions de FCFA la tonne actuellement), le chiffre d'affaires a fortement augmenté de 59,4% à 21,471 milliards de FCFA contre 13,466 milliards de FCFA réalisés à fin décembre 2009

Pour la branche **raffinage**, le tonnage de brut total traité de raffinage s'est amélioré de 44% à 838 166 unités métriques contre 580 846 l'an dernier. Parallèlement, la production a connu un rebond de 61% à 896 554 tonnes contre 556 730 à fin décembre 2009.

Pour sa part, l'activité de **placage** s'est bien portée. La production a connu une nette progression en 2010 de 39,5% à 76 621 m³, tandis que les exportations ont augmenté de 57,7 % à 48 360 m³. Avec le rachat de l'usine des Bois tranchés du Gabon, la transformation en complexe industriel de certains site permet d'envisager en 2011 de servir une capacité de 250 000 m³ par an (tranchage, sciage, déroulage et fabrication de contreplaqués).

Le Bâtiment et travaux publics soutenu par le programme d'investissement national a enregistré des résultats positifs en 2010. A contrario, la quantité de ciment fabriqué a progressé de 3,4% à 255 689 tonnes contre 247 276 tonnes en décembre 2009, en raison de l'ouverture de ce secteur à la concurrence.

La production de la branche **des peintures et laques**, s'est légèrement déprimé, -2,8%, s'établissant à 1 319 tonnes contre 1 357, tandis que le chiffre d'affaires s'est contracté de 1,8% à 2,132 milliards.

La production **d'Eau minérale** s'est accrue de 25,6% à 284 104 hectolitres contre 226 184 hectolitres l'an dernier. le chiffre d'affaires, soutenu par la demande sans cesse croissante du marché domestique, a augmenté de 20,6% à 6,354 milliards de FCFA contre 5,269 milliards de FCFA à fin décembre 2009.

Dans le **secteur tertiaire** les indicateurs sectoriels du commerce structuré, de l'hôtellerie et de la vente des produits pétroliers se sont raffermis. La progression des activités dans le commerce général, les télécommunications et les transports a aussi été significative. Le chiffre des ventes, tant de **l'eau** que de **l'électricité**, est passé de 128 milliards de FCFA en décembre 2009 à 149,134 milliards de FCFA au cours de la période sous-revue, soit un accroissement de 16,5%. Pour ce qui est du sucre, 16 219 tonnes ont été transformé ce qui correspond à une hausse de 6,7%. Les transports ferroviaires ont connu un accroissement de 30,8%, le transport maritime de 8,6%, alors que les résultats du transport aérien sont restées mitigés. Bien que saturées, les télécommunications ont eu une contribution sensible, avec un chiffre d'affaire cumulé des quatre opérateurs d'environ 250 milliards de francs.

II- FINANCES PUBLIQUES

Les statistiques relatives aux opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2010, n'étant pas encore disponibles, la situation des finances publiques à fin novembre 2010 se présente ainsi qu'il suit : l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par un excédent primaire de 251,2 milliards de FCFA, un excédent base ordonnancements de 191,9 milliards de FCFA et un solde global « base caisse » de 101,7 milliards de FCFA.

Les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 1 703,6 milliards de FCFA contre 1 441,5 milliards de FCFA à fin novembre 2009, en hausse de 18,2%. Cette performance est tirée par le niveau d'encaissement des recettes pétrolières (+38,3% à 982,1 milliards de FCFA) par rapport aux recettes hors-pétrole qui se sont légèrement contractées de 1,3% à 721,5 milliards de FCFA.

Les dépenses totales exécutées se sont établies à 1 511,7 milliards de FCFA contre 1 186,2 milliards l'an dernier, soit un accroissement de 27,4%.

Cette situation s'explique essentiellement par l'accélération du niveau d'exécution des dépenses relatives aux biens et services (16,5% à 230,3), aux transferts et subventions (2,5% à 210,8 milliards de FCFA) et aux dépenses d'investissement (158% à 522,8 milliards de FCFA).

III- COMMERCE EXTERIEUR

Pour l'année 2010, la valeur des exportations de marchandises s'est élevée à 4 641,2 milliards de FCFA contre 2 805,5 milliards en 2009, en nette progression de 65,4%.

Cette performance est essentiellement impulsée par les exportations en valeur de produits agroalimentaires et pêche (+60% à 133 milliards de FCFA), pétrole (+80% à 3 918,6 milliards de FCFA), manganèse (+113,1% à +165,1 milliards de FCFA) et bois débités (+55,1% à +151,2 milliards de FCFA). En revanche, celles des bois en grumes se sont repliées de 51% environ à 137,1 milliards de FCFA, reflétant ainsi la mesure gouvernementale relative à l'interdiction d'exporter le bois en grumes.

IV- PERSPECTIVES A COURT TERME DU SECTEUR REEL

Le cadre macroéconomique de la BEAC révisé en décembre 2010, indique que le taux de croissance prévisionnel en 2011 sera de 4,4%. Bien qu'en léger retrait par rapport à l'année 2010, la croissance restera élevée en République Gabonaise. Cette performance résulte de la conjonction de différents facteurs. Le secteur hors pétrole restera le principal contributeur du produit intérieur brut. La croissance sera aussi soutenue par la demande intérieure grâce principalement au niveau important des investissements et à leurs effets induits. Parallèlement, la production pétrolière restera à son niveau actuel avec la poursuite de l'exploitation des gisements Koula, Banio et Gwedidi. Cependant, en raison de la situation internationale dans certains pays producteurs, le niveau actuel des cours pourrait significativement s'accroître et impacté positivement la balance commerciale du Gabon. Par ailleurs, les exportations de minerais (manganèse) qui avaient déjà profité d'une demande internationale très forte couplé à d'excellents rendements, pourraient en 2011 s'accroître, en raison de la diminution des stocks mondiaux des principaux importateurs. Dans ce contexte, toute chose égal par ailleurs, le PIB nominal en 2011 s'établirait à 7316,7 milliards de francs CFA, dont 3686,1 milliards pour le secteur pétrolier. Le PIB par habitant afficherait une progression de 7%, alors que les tensions inflationnistes apparaîtraient, contrairement à la tendance baissière de l'année précédente. L'indice des prix ne devrait pas cependant dépassé la norme de convergence de 3% en 2011.

Evolution de la demande globale

Le lancement par le Gouvernement en 2010 d'un vaste programme d'investissements conjugué aux nombreuses mesures de soutien au pouvoir d'achat des ménages, le dynamisme des investissements privés, le raffermissement du secteur extérieur continuera d'impacter positivement la demande globale bien que moins vigoureusement. En revanche, la contribution du secteur extérieur au PIB redeviendra positive en 2011(+1,6).

Au niveau de la demande intérieure, le taux de contribution global sera de 2,8% en 2011, en retrait par rapport à 2010 où il avait atteint de 15%. La *consommation globale* serait de -1,6% contre 2,6 points en 2010 du fait essentiellement de la *composante privée* qui ressortirait à -2,1% du PIB contre 1,1% en 2010, tandis que la *consommation publique* représenterait 0,5% du PIB contre une contribution de 1,5% en 2010.

Les *investissements bruts* constitueraient le principal moteur de la croissance en 2011, avec une contribution de 4,4% points contre -12,5 points en 2010.

Les *investissements privés* impacteraient positivement la croissance en (+4,6 points contre une contribution de 9,9% l'année précédente, probablement en raison de l'amélioration de la situation de trésorerie des entreprises et de la vigueur du secteur du BTP, qui tirerait profit des nouveaux programmes d'investissements publics et de ceux du secteur privé.

Au total, le taux d'investissement s'élèverait à 34,4 % en 2011 contre 23,7 % en 2010.

Evolution de l'offre globale

Du côté de l'offre, outre les perspectives optimistes des industries pétrolière et minière en 2011, basées sur une conjoncture internationale qui marquera le pas certes mais s'inscrira dans une dynamique de consolidation des acquis de l'année précédente, l'offre globale, a prix constant, se présenterait ainsi qu'il suit : le secteur primaire aurait une contribution de (+2,9% contre 3,7% en 2010) soutenue par l'activité de l'industrie du bois (+10%), une légère hausse de la part des industries extractives (2%) alors que l'agriculture, l'élevage et la pêche se maintiendrait au niveau de l'année précédente, à 4,2%. A prix courants, le poids de ce secteur reste prépondérant avec des industries extractives à +17,2% alors que la contribution de la forêt reculerait de -44,2%, Le secteur secondaire et tertiaire connaîtraient respectivement une stagnation à -0,1% et une contribution positive à 6%, dominé dans ce dernier cas par une offre des pouvoirs publics qui passerait de 6,6% en 2010 à 12,7% en 2011.